ASSEMBLÉE NATIONALE

23 mai 2024

ACCOMPAGNEMENT DES MALADES ET FIN DE VIE - (N° 2634)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 3322

présenté par
Mme Besse

ARTICLE 11

À la fin de la première phrase de l'alinéa 8, supprimer les mots :

« sinon l'administration de la substance létale est réalisée par le professionnel de santé présent. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'aide à mourir est un danger pour notre société. Mais si nous devons en arriver là, nous ne pouvons faire porter la responsabilité de donner la mort à un soignant. Nous ne pouvons en effet maîtriser les effets secondaires qui pourraient apparaître chez la personne qui aura administré la substance létale, dans les jours, mois et années qui suivront cet acte.

Tuer ne sera jamais un plaisir. Même par une pseudo fraternité.

Imposer ce rôle au personnel soignant vient rompre la base de la médecine depuis des siècles qui est de soigner et non de tuer.

Si une personne de l'entourage est consentante, admettons. Mais laissons le personnel soignant hors de cet acte irréversible et antinomique avec leur vocation.

Cet amendement vise donc à protéger les soignants de l'acte d'administrer une substance létale dans le cadre de l'aide à mourir.